



CI-GIT L'ÉCOLE REPUBLICAINE

Par **Guy KONOPNICKI**

Fierté légitime de ce qui fut la République française, l'école publique n'en finit pas de mourir. Passe que le gouvernement applique avec une véritable frénésie la chasse aux déficits en réduisant le nombre de postes proposés aux concours de recrutement des enseignants ! Les candidats au métier de prof sont de moins en moins nombreux. Quoique frappés de chômage et de précarité, les jeunes diplômés se détournent du Capes et de l'agrégation. La nouvelle génération a ramé dans un système scolaire en crise et elle n'en est pas sortie pour retourner au lycée après quelques années d'université. Le salaire, il est vrai, n'est guère attrayant. Il ne l'a jamais été, mais, jadis, les maîtres d'école et les professeurs du secondaire avaient quelques compensations. Leur autorité sur les élèves n'était pas contestée, ils étaient considérés par les parents et pouvaient avoir le sentiment d'être utiles à la société, eux qui faisaient fonctionner l'ascenseur républicain. Cependant, dans les temps anciens, le savoir et le mérite passaient pour les piliers de l'édifice social. Ce n'était pas tout à fait exact, Charles Péguy, produit emblématique de l'école républicaine, fils d'une femme de ménage et brillant normalien, dénonçait le culte de l'argent dans un pamphlet qui semble écrit pour aujourd'hui. Mais au moins les figures de l'instituteur et du professeur s'opposaient-elles encore à celle des magnats de la finance. Les héros d'aujourd'hui sont, au mieux, les patrons du CAC 40. Et autres pétés de tunes !

Le nombre d'inscrits aux agrégations de maths et de physique-chimie a chuté de moitié en cinq ans. Il baisse d'un tiers dans les matières littéraires. Dans le même temps, les écoles de commerce ont proliféré et se permettent de sélectionner leurs étudiants, tant la demande est forte. Ces établissements brillent rarement pour la qualité des savoirs transmis. On y apprend les rudiments des théories économiques foireuses. Grandes ou petites, ces écoles valent par les relations que l'on s'y fait et, en certains cas, par les stages non rémunérés qui permettent non de connaître l'entreprise, mais de s'y faire connaître. A force de prôner l'ouverture de l'enseignement sur la vie économique, nous sommes parvenus à la négation du savoir, de la culture humaniste, de toutes ces choses périmées et ridicules qui ne se mesurent pas à l'aune de la valeur suprême, l'argent. Depuis le temps qu'on nous répète, en martelant l'argument, qu'il faut adapter l'enseignement au marché ! L'acquisition des savoirs n'a guère d'importance. On étudie, si l'on peut dire, pour constituer le début d'un CV, que l'on complétera par des stages gratuits et des emplois précaires, afin d'obtenir un profil négociable sur le marché du travail. Et ainsi devenir une marchandise ! Les plus chanceux y parviennent sans études. Foot pour les garçons, photos de mode pour les filles. Les jambes, ça se vend bien. La tête c'est de la balle.

La crise du système scolaire et universitaire français n'a pas commencé sous le règne de Nicolas Sarkozy. Elle est seulement parvenue à son paroxysme. Le temps des grandes réformes s'éloignent. Plus préoccupé des notes de la France que celles des élèves, le gouvernement chasse les déficits. L'esprit de l'école publique n'est pas le sien. L'enseignement ne succite plus de vocations ? Cela fera moins de manifestants quand on supprimera des postes ! Après quoi, on reparlera d'identité nationale, sur les ruines de l'institution qui la portait, l'école publique. Elle était gratuite et laïque, ce n'est pas l'esprit du temps !

Par **Guy KONOPNICKI**

Pour Marianne – 1^{er} au 7 janvier 2011